

COMMUNIQUE DE PRESSE

Lubumbashi, le 29 septembre 2015

Ce mardi 29 septembre 2015, Moïse Katumbi Chapwe a présenté officiellement sa démission du Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie (PPRD). Cette démission a été signifiée par courrier au Secrétaire Général du parti.

Il explique cette démission par les signaux alarmants qui indiquent que tout semble mis en œuvre pour ne pas respecter la Constitution, en entretenant retards, flou et illisibilité du cycle électoral, et en élaborant une stratégie de glissement des dates des scrutins. Il déplore aussi le recul de l'Etat de droit et des libertés individuelles dans le pays.

Il appelle pour finir à la création d'un large mouvement autour des valeurs démocratiques et républicaines.

Moïse Katumbi détaille les raisons de son départ dans une déclaration politique rendue publique et jointe à ce communiqué.

Pour toute demande d'information : info@m-katumbi.com

DECLARATION POLITIQUE

Aujourd'hui, j'ai informé le Secrétaire Général de ma démission du Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie (PPRD).

Au moment où nous, peuple congolais, entrons dans la dernière ligne droite du dernier mandat constitutionnel du Président de la République, les faits indiquent que depuis maintenant un an, tout est mis en œuvre pour ne pas respecter la Constitution en entretenant retard, flou et illisibilité du cycle électoral et en élaborant une stratégie de glissement des dates des scrutins. Après la tentative de changer l'article 220 pourtant verrouillé de notre Constitution, après l'échec des Concertations Nationales, à l'ordre du jour figure maintenant un projet de loi portant sur les modalités d'organisation des référendums qui renforce encore la confusion. Est-il opportun d'avoir une telle loi aujourd'hui?

Si le gouvernement national prétend manquer de moyens pour respecter le calendrier électoral global, aurait-il les moyens d'organiser un référendum?

Je m'oppose fermement à tout prétexte pour retarder les élections, tel que le manque de moyens financiers.

Devant la Cour Constitutionnelle, le gouvernement national nous a annoncé que le pays est incapable de mobiliser 2 millions de dollars américains pour respecter les délais de l'élection des nouveaux Gouverneurs. Et en Conseil des Ministres, ce même gouvernement nous a annoncé qu'il a opté pour la nomination de Commissaires Spéciaux pour remplacer les Gouverneurs élus. Cela énerve notre Constitution!

Le pouvoir vient du peuple et uniquement de lui. Notre légitimité d'hommes et de femmes politiques n'existe que par sa volonté et nous sommes responsables devant lui. Nous lui devons clarté dans nos engagements et respect de la parole donnée. Les manifestations de janvier 2015, au cours desquelles nombre de jeunes compatriotes ont perdu la vie, doivent nous rappeler cette vérité essentielle. Nous ne devons pas ignorer les aspirations du peuple.

Enfin, comment accepter l'absence de l'Etat de droit? Le recul généralisé des libertés individuelles, la hausse du niveau d'intolérance politique dont la nation est victime, sont à bannir.

Ces derniers temps, trop d'exemples doivent nous alerter: arrestations arbitraires de militants pro-démocratie, interdictions de sorties de films, intimidations de toutes sortes, répressions policières de plus en plus violentes, coupures des connexions Internet. Il est de mon devoir, en tant qu'homme politique, d'interpeller nos dirigeants sur ces dérives inacceptables.

C'est précisément pour toutes ces raisons que j'ai décidé de prendre aujourd'hui mes distances avec le PPRD et d'en assumer toutes les conséquences.

Je remercie tous les élus du peuple pour le bon climat de travail qui a prévalu durant tout mon mandat. Je remercie enfin toute la population du Katanga y compris les opérateurs économiques qui ont contribué à la réussite de l'action du Gouvernement Provincial.

Je suis convaincu qu'il n'y a pas de fatalité et qu'en dépit d'une histoire tragique, les Congolais ne sont pas destinés à vivre d'échecs en échecs.

C'est ici pour moi l'occasion de lancer un appel à toutes les forces vives de la Nation, société civile, partis politiques de la majorité comme de l'opposition, hommes et femmes, jeunes et vieux sans oublier les Congolais de l'étranger, pour qu'ensemble nous mettions un terme au découragement, à la résignation et au fatalisme, en sauvegardant notre jeune démocratie.

Nous devons redonner à notre pays une perspective, de l'espoir, du dynamisme, du bonheur.

Fait à Lubumbashi, le 29 septembre 2015.

Moïse Katumbi Chapwe